



CARREFOUR D'ANIMATION ET

DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT

435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1

418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org



ÇA ROULE AU CAPMO

www.capmo.org

Octobre 2026

Vol. 28, n°2

L'hyper consommation

L'intelligence artificielle (IA) et ses méga centres de données débarquent au Québec et exigent d'Hydro-Québec des tarifs préférentiels. Cette consommation démesurée est du jamais vu selon la société d'État. En plus d'annuler tous nos efforts de réduction d'émission de gaz à effet de serre, la multiplication des méga centres interdira tous projets de développement énergétique tel que l'électrification des transports. À moins d'harnacher toutes nos rivières et de semer des éoliennes sur tout le territoire, et à quels coûts, cette surconsommation fera inévitablement monter nos factures d'électricité.

On ne parlera pas du bruit pour les riverains et de la consommation excessive d'eau et de sa pollution, du réchauffement des cours d'eau et autres impacts comme l'extraction des minerais nécessaires à l'opération de ces centres de données qui, par ailleurs, ont une durée de vie approximative de cinq ans. Laissons sous silence les guerres coloniales et la déprédation de l'environnement que cela promet

pour s'accaparer les dernières ressources disponibles.

Ceci m'apparaît être une course démentielle vers l'extinction de toutes formes de vie sur Terre, soutenus par des mensonges gros comme le bras: « L'IA va résoudre tous nos problèmes, les maladies, la guerre et la faim dans le monde, voire la crise énergétique. »

Mais pourquoi tout cela ? L'IA ne créera pas véritablement d'emploi, elle risque plutôt d'en abolir une quantité incommensurable et donc d'accroître la pauvreté. Pire, le secrétaire d'État à la guerre des États-Unis a déclaré que l'Armée américaine entendait s'équiper de robots soldats dirigés par l'IA avec l'autonomie de tuer. Ceci fait de tous les centres de données de l'IA des objectifs en cas de guerre mondiale. Est-ce que nous avons vraiment envie d'avoir une cible dans le dos pour faire plaisir aux Américains ? Est-ce que Sherbrooke ou la Montérégie souhaitent rentrer dans le catalogue nucléaire en cas de conflit armée ?

Ce scénario d'Apocalypse n'est même plus une fantaisie de livres de science fiction et nous y sommes parvenus en un temps

record grâce à notre génie. Si au moins nous avions des dirigeants éclairés, mais leur seule boussole est l'argent et la fusion de celui-ci avec la haute technologie ne nous laisse que peu d'issus.

Encore une fois, nous nous sommes fabriqué un Dieu, mais celui-ci est autrement plus puissant que toutes nos idéologies réunies. Entre la soumission et la mort, l'IA dominera nos vies et instaurera une dictature absolue à laquelle nul ne pourra se soustraire.

Je ne sais pas comment tout cela se terminera, à moins que le glacier de l'Apocalypse en Antarctique vienne remettre les pendules à l'heure en nous ramenant à l'âge de pierre? Quelle ironie, n'oublions jamais que nous ne sommes que poussière dans le vent.

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Impérialisme en A.L.	2-5
Brésil, second tour	6-8
Changement climatique	9-10
Des nouvelles du CAPMO	12

Impérialisme et géopolitique en Amérique latine, de la doctrine Spykman au corolaire Donroe

Par Carlos Fazio, Seminario Brecha de Montevideo, Mexico, 2 octobre 2026

Le Brésil est le premier des trois maillons qui empêche Donald Trump d'établir une domination pratiquement totale sur l'Amérique latine et c'est là qu'il met le paquet.

En 1942, le théoricien états-uniens Nicholas Spykman situa le Mexique à l'intérieur de la « Méditerranée américaine », avec l'Amérique centrale, la Colombie, le Venezuela et l'archipel d'îles des Caraïbes, Cuba inclus (le lien entre l'Amérique du Nord et du Sud n'était pas Panama, mais la Colombie et le Venezuela). Pour son prédécesseur, Alfred Mahan, rénovateur de la vision expansionniste du destin manifeste, cette région était « vitale » pour les États-Unis et elle devait demeurer sous sa tutelle exclusive. « Cela implique pour le Mexique, la Colombie et le Venezuela, une situation d'absolu dépendance envers les États-Unis, de liberté simplement nominale », ajouta alors Spykman.

En 1973, en raison de la guerre du Yom Kipur entre Israël et plusieurs États arabes, les pays de l'OPEP décrétèrent un boycott pétrolier envers les États-Unis pour son appui au régime israélien pendant le conflit. Washington découvrit alors sa dépendance envers les hydrocarbures, se tourna vers le sous-continent et commença à élaborer des plans pour garantir l'approvisionnement de deux de ses fournis-

seurs traditionnels avec l'Arabie Saoudite : le Mexique et le Venezuela.

Après l'implosion de l'union Soviétique en 1989, suivi de l'invasion de Panama par les États-Unis et de l'ensemble des réformes structurelles orientées vers le libre marché issu du Consensus de Washington cette même année, l'équilibre instable de la coexistence de deux systèmes économiques antagoniques dans leur forme céda le pas à une prétendue hégémonie économique de Washington. En fait, il s'instaura une multipolarité diffuse manifestée par la compétition entre trois blocs : l'Asie-Pacifique, avec le Japon, les tigres asiatiques et la Chine comme nouvel acteur émergent; la Communauté européenne, avec l'Allemagne et la France comme moteurs, et celui formé par le Canada, les États-Unis et le Mexique dans le cadre du Traité de libre échange nord-américain établi en 1994.

Douze ans plus tard, l'attentat terroriste contre les Tours jumelles du World Trade Center à New York (le 11 septembre 2001) marquerait un point d'inflexion : au nom de la sécurité nationale, le président Georges Bush Junior lance sa guerre globale contre le terrorisme, qui, comme l'expliqua à l'époque Alain Joxe, était une forme de violence politique et non un adversaire dont la suppression pouvait être obtenue par une victoire militaire suivie d'une paix ou d'un armistice.

Avec la guerre au terrorisme réapparaîtraient trois notions anciennes : la guerre préventive, l'espace vital (lebensraum, de claire réminiscence nazi) et la catégorie impérialisme. Avec l'axe de l'autodéfense anticipative, la guerre préventive de Bush fera reculer la situation internationale à l'ordre des choses antérieur à la Paix de Westfalia (1648), fondement du système international qui de manière simplement formel survivait jusqu'à nos jours; ce qui implique, en passant, un mépris de la Charte des Nations Unies. Le sociologue états-unien James Petras qualifia alors cela d'une « doctrine extrémiste » basée sur une « vision totalitaire ». Pour sa part, le Mexicain Pablo Gonzalez Casanova définit le nouvel ordre émergent comme un « néolibéralisme de guerre, colonialiste et impérialiste », et argumenta qu'avec cela les États-Unis prétendait consolider leur hégémonie militaire et le néomercantilisme des méga entreprises ayant leur maison mère aux États-Unis, prévoyant de manière hâtive ce qui pourrait dériver en « idéologies politiques cyniquement exclusive et répressives, caractéristiques d'un nouveau type de colonialisme global et de fascisme néolibéral ».

L'axe de la sécurité

Depuis les débuts du 21ème siècle, la relation entre les États-Unis, le Canada et le Mexique était marquée par la sécurité. Mais concrètement, à partir du 23 mars 2005, par l'Alliance pour la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord, souscrite par Georges Bush, le président Vincente Fox et le premier

ministre canadien Paul Martin. À leur tour, dans le cadre de la compétition entre les puissances pour le contrôle des marchés mondiaux et l'accès aux matières premières, l'administration Bush lancerait aussi la Zone de libre-échange des Amériques. Cette nouvelle instance était conçue comme une version élargie – et inclusivement, quoi que non explicitement, militarisée de l'Accord Nord-américain de libre-échange pour le recolonisation des pays d'Amérique latine, avec le terrorisme comme substitut du fantôme de la Guerre froide, le communisme de Moscou.

Avec l'excuse de la guerre contre un nouvel « ennemi interne » diffus, on devait déboucher sur la constitution d'une armée transnationale par sa composition et supranationale par son commandement. C'est-à-dire que le Pentagone dans son rôle d'État major et de commandement unifié, et les forces armées de la région en fonction de « police interne », affectées aux tâches d'appui avec focus sur le renseignement et le traitement de l'information, et le contrôle (ou l'interdiction) de mouvements aériens, maritimes et terrestres.

Cette alliance fonctionnerait comme un « gouvernement de l'ombre » des corporations économiques et militaires des États-Unis et leurs alliés au Mexique et au Canada. L'alliance inclurait une intégration énergétique transfrontalière (pétrole, gaz naturel, électricité) subordonnée à Washington et des mégaprojets de capital transnational.

En 2007, le Plan Mexico (ou l'initiative de Mérida) souscrit par Bush et Felipe Calderon, fut désigné comme un ensemble d'assistance militaire pour faire face aux « menaces communes » asymétriques, identifiées comme des organisations transnationales du crime organisé, en particulier celles consacrées au narco trafic.

En résumé, les éléments centraux de ces positionnements successifs états-uniens ont été le contrôle hémisphérique, avec l'accent sur des politiques de sécurité militarisées avec l'excuse de « l'ennemi interne » (aujourd'hui les cartels sont qualifiés par Washington comme des organisations terroristes étrangères et elles sont désignées comme des organisations terroristes globales), et l'accès aux matières premières (en particulier les hydrocarbures, les minerais critiques et les terres rares). Ces éléments se sont maintenus jusqu'à présent, mais la Stratégie de Sécurité nationale 2025 des États-Unis, avec le fameux « corolaire Trump » à la doctrine Monroe, marquerait un autre point d'inflexion.

La consolidation

Avec l'arrivée de Nasry Asfura, Rodrigo Paz, Abelardo de la Espriella et Keiko Fujimori aux gouvernements respectifs du Honduras, de la Bolivie, de la Colombie et du Pérou, s'ajoutant à ceux de Nayib Bukele, Javier Milei, Daniel Noboa et José Antonio Katz, au El Salvador, en Argentine, en Équateur et au Chili, en plus de l'invasion du Venezuela et de la séquestration du

président Nicolas Maduro et le blocus naval énergétique et génocidaire contre Cuba, dans la phase initiale de son second mandat Donald Trump a assis les bases d'une nouvelle forme de domination hémisphérique. Une forme nouvelle qui se concrétise aussi par la voie électorale, à travers de méthodes informatiques frauduleuses comme cela s'est vu dans plusieurs pays de la région et est apparu à découvert avec la détention de l'organisateur d'extrême-droite Fernando Ceremido.

Le dénommé bouclier des Amériques constitué à l'initiative de Washington sous prétexte de combattre le narco trafic fonctionne comme un vecteur de contrôle géopolitique pour subordonner les forces militaires et de renseignement de la région sous commandement états-unien.

Tous ces facteurs profilent une implantation accélérée de la doctrine de sécurité nationale des États-Unis dans la région.

Face au déclin larvé de l'hégémonie états-unienne, défiée par la Chine; érodant de manière croissante « la dictature du dollar » (par les échanges commerciaux dans des monnaies nationales entre plusieurs pays des BRICS); avec la chute à son niveau le plus bas depuis 1982 de la Réserve stratégique de pétrole des États-Unis, et le marasme de Trump au Moyen-Orient et dans la péninsule arabique en raison de sa guerre d'agression contre l'Iran pour l'or noir,

dans son virage stratégique menant à la construction de ce qui est appelée la forteresse Amérique (Fortress America), dans la région, il ne restent que deux pays qui échappent encore à la tutelle totale et à la soumission à Washington : le Mexique et le Brésil.

Si ce mois-ci, le président Luiz Inacio Lula da Silva est battu au Brésil, Trump aura les mains libres pour prétendre mettre échec et math à la reine, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, harcelée sans trêve par l'occupant de la Maison blanche. Si le monde et la région ont changé de façon drastique au cours des 80 dernières années, le Mexique et Cuba assiégé seront les deux derniers maillons qui manqueraient pour que soit consommé les desseins de Nicholas Spykman.

Le Brésil non plus n'est plus le même. Avec de grandes réserves d'uranium et de pétrole, sous la conduite de Lula le colosse sud-américain s'est converti en l'un des moteurs des BRICS dans l'impulsion du multilatéralisme et de la défense de la Charte des Nations Unies devant le Conseil de sécurité qui maintient le reste du monde captif. La semaine dernière, en rejetant les ingérences des États-Unis au sud du fleuve Bravo, Lula a dit devant la 81^{ème} Assemblée générale de l'organisation que « le Brésil ne tient pas dans la cour arrière de personne ». A-t-il les antidotes pour faire face aux méthodes coercitives et à l'accumulation des dispositifs de pénétration, ouverts et cachés, utilisés par l'administration Trump dans sa « cour arrière » ? C'est la question qui se pose pour ces élections.

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier



Le second tour des élections au Brésil opposera Lula à la Maison Blanche

Par Daniel Kersffeld — Pagina 12, Buenos Aires,
5 octobre, Other News

Dans un contexte difficile, Lula devra concentrer la dernière ligne droite de cette longue campagne sur une confrontation directe avec Flávio Bolsonaro, ce qui aura inévitablement un impact profond et direct sur ses relations avec le gouvernement des États-Unis.

Donald Trump ne laissera pas passer l'occasion d'orchestrer un coup d'État électoral au Brésil, non seulement pour donner du pouvoir à son allié et l'amener au palais de Planalto, mais aussi pour infliger une défaite humiliante à l'un des rares dirigeants mondiaux qui ont osé le défier publiquement.

Le scrutin, jusqu'au second tour, sera totalement inégal, notamment compte tenu du niveau élevé d'ingérence de la Maison Blanche, des mesures déstabilisatrices telles que la récente fermeture de l'ambassade américaine et, plus encore, des engagements pris si l'extrême droite menée par la famille Bolsonaro revient au pouvoir à partir du 1er janvier 2027.

Au-delà des accusations portées contre Flávio et son frère, le député fugitif Eduardo Bolsonaro, en tant que véritables instigateurs de l'imposition de droits de douane et de sanctions commerciales, et pour leur influence probable dans la désignation du Primeiro Comando da Capital et du Comando Vermelho comme organisations terroristes étrangères afin de favoriser une éventuelle intervention militaire des États-Unis au Brésil, les

principales préoccupations de Lula aujourd'hui portent sur un nouvel élément, très sensible dans la coexistence déjà épuisante établie avec Trump et avec Marco Rubio, son ambitieux secrétaire d'État.

Une nouvelle manifestation d'ingérence politique aurait lieu dans ce pays d'Amérique du Sud par le biais du Rockbridge Network, un réseau de donateurs créé en 2019 par Christopher Buskirk, rédacteur en chef du site web nationaliste conservateur American Greatness, et JD Vance, l'actuel vice-président des États-Unis, sous l'inspiration directe du techno-oligarque Peter Thiel.

Considérée comme une société de capital-risque politique, Rockbridge a d'abord critiqué le mouvement MAGA, qu'elle percevait comme un puissant réseau rival pour l'accès au pouvoir, centré sur Trump, mais aussi comme fonctionnant de manière décousue et constamment dépassé par le radicalisme de sa base. Avec une approche beaucoup plus opérationnelle, l'un des premiers succès de ce groupe de donateurs a été l'élection de Vance au Sénat en 2022.

Loin de toute tentative de massification, Rockbridge s'est consolidé comme un club ultra-exclusif, avec un nombre minimal de membres bien que comptant plusieurs multimillionnaires et s'enorgueillissant d'avoir pour l'un de ses membres les plus connus et les plus influents Donald Trump Jr., fils du président actuel.

Les initiatives de la fondation sont vastes : elles vont du lobbying auprès des entreprises et du financement de candidats à l'influence directe sur les médias et à la mobilisation des électeurs. Lors de la dernière élection présidentielle, elle a embauché 3 000 personnes pour la campagne et le dépouillement, grâce notamment à des dons dépassant les 100 millions de dollars. Cet investissement s'est avéré payant, puisqu'il a permis de faire de Vance le colistier de Trump.

Au-delà de son intérêt pour les États-Unis, la Fondation Vance et Thiel a lancé une politique d'expansion internationale visant à établir des relations avec des gouvernements d'extrême droite établis, comme ceux d'Argentine et de Colombie, ou à soutenir des candidats qui expriment une ferme adhésion à ses intérêts, comme c'est le cas au Brésil.

L'intérêt porté à la première économie d'Amérique du Sud est manifeste, notamment dans le contexte de la course mondiale intense aux infrastructures d'intelligence artificielle, qui oppose les États-Unis et la Chine. Dans ce contexte, la Maison Blanche valorise la position stratégique du Brésil et, surtout, l'alliance potentielle avec les États-Unis, et soutient donc Flávio Bolsonaro par tous les moyens possibles pour remporter l'élection actuelle.

Des représentants du groupe Rockbridge auraient déjà pris contact directement avec des hommes d'affaires et des personnalités politiques brésiliennes, et notamment avec le candidat d'extrême droite, afin de faciliter leur implantation sur le marché économique brésilien. Parallèlement, des soupçons pèsent sur le financement de sa campagne. L'affaire est d'autant plus grave que les contributions financières étrangères aux campagnes électorales, directes ou indirectes, sont interdites, et

une enquête a déjà été demandée à la Cour suprême fédérale.

Les liens entre Rockbridge et Flávio Bolsonaro semblent étroits. Un « mémorandum stratégique » rédigé par André Marinho, candidat du Parti Novo au poste de gouverneur de Rio de Janeiro et proche allié du candidat d'extrême droite, détaille les modalités d'une alliance entre le Brésil et les États-Unis pour l'exploration de minéraux critiques et de terres rares, une accusation politique qui a suscité une vive polémique ces derniers jours.

Le document, intitulé « Alliance pour la prospérité », affirme qu'un gouvernement Bolsonaro prendrait ses distances avec la Chine et positionnerait le Brésil comme l'un des trois principaux fournisseurs mondiaux de minéraux critiques, tout en l'établissant comme le principal centre de transformation de l'hémisphère occidental et un maillon clé des chaînes d'approvisionnement alignées sur les États-Unis, notamment dans les secteurs de la défense, de l'énergie et de l'intelligence artificielle.

Ce fait est loin d'être négligeable, sachant que le Brésil possède 21 millions de tonnes de gisements de terres rares, mais n'avait la capacité d'en extraire qu'environ 2 000 tonnes en 2025, révélant un écart important entre les réserves et la production de ces ressources stratégiques.

L'intérêt des États-Unis pour les minéraux critiques brésiliens est manifeste. Le 20 avril, USA Rare Earth a acquis le groupe brésilien Serra Verde, propriétaire de la seule mine de terres rares du Brésil. Grâce à cette acquisition de 2,8 milliards de dollars, le nouvel acquéreur ambitionne d'extraire 6 400 tonnes par an et de devenir un leader mondial dans la production d'aimants utilisés principalement dans les systèmes de guidage de missiles et d'autres armements spécialisés.

Faute de contrôle adéquat des concessions étrangères, et compte tenu de la valeur stratégique de l'acquisition, le gouvernement Lula da Silva a tenté de bloquer la transaction. Finalement, le 2 septembre, le Congrès brésilien a adopté une loi visant à protéger les réserves de minéraux critiques et de terres rares. Si le président actuel est réélu, la vente de Serra Verde pourrait être réexaminée : l'impact politique d'une telle décision serait considérable, car le gouvernement américain, par le biais du Pentagone, détient 10 % de USA Rare Earth.

Avec le Mexique, le Brésil est l'autre pays d'Amérique latine convoité par la Maison-Blanche : non seulement pour son immense richesse et son potentiel économique, mais aussi pour son influence géopolitique décisive.

Une victoire de l'extrême droite aux élections éloignerait non seulement le Brésil de la Chine, mais porterait également un coup fatal aux BRICS et, plus généralement, à toute proposition progressiste émanant des pays du Sud visant à améliorer la situation économique actuelle.

Le défi pour la gauche brésilienne est immense, d'autant plus que le gouvernement américain risque de refuser de reconnaître les résultats si le président sortant remporte le second tour. Lula da Silva devra nouer des alliances nouvelles et diversifiées et obtenir un soutien socio-économique solide, tant au niveau national qu'international, pour faire face à la vague d'extrémisme et de rétrogradation qui gronde depuis deux ans dans le Nord contre l'un des rares bastions du progressisme à l'échelle mondiale.

*Chercheur CONICET – Université Torcuato di Tella, Italie

Traduit par l'IA.



**En 2025, l'océan a absorbé une quantité de chaleur équivalente
à 40 fois l'énergie consommée par l'ensemble de l'humanité.**

Par Eduardo Robayna, Climat,

2 octobre 2026, Other News

Le nouveau rapport Copernicus dresse un tableau alarmant de l'Espagne à l'Antarctique, avec un océan de plus en plus acide, une montée record du niveau de la mer et une biodiversité poussée à ses limites, des coraux tropicaux aux manchots empereurs.

Les océans du globe se transforment à un rythme

effréné, plaçant les communautés côtières et les écosystèmes marins fragiles en première ligne de la crise climatique. C'est le constat alarmant de la dixième édition du Rapport Copernicus sur l'état des océans (OSR10), préparé par Mercator Ocean International et publié ce mercredi par le Service marin Copernicus. Grâce aux contributions de plus de 600 spécialistes et à la collaboration de dizaines d'organismes scientifiques issus de dizaines de pays, les données recueillies démontrent que les altérations de la physique et de la biologie des océans se propagent à une vitesse sans précédent.

Chaleur sans précédent et eaux de plus en plus acides

Au cours de la dernière décennie, les principaux indicateurs de la santé des océans ont constamment battu des records. L'océan, véritable thermostat terrestre, a absorbé environ 90 % de l'excès de



chaleur généré par les activités humaines. De plus, le rythme de ce réchauffement a doublé ces vingt dernières années, atteignant des températures record à la surface du globe entre 2023 et 2026. En 2025, l'océan a absorbé la quantité record de 23 zettajoules de chaleur excédentaire, soit l'équivalent de près de 40 fois l'énergie totale consommée par l'humanité cette année-là.

Cet apport massif d'énergie thermique accélère la montée du niveau des mers. Entre 1999 et 2025, le niveau moyen des mers s'est élevé de 3,8 mm par an, mais entre 2012 et 2025, ce rythme a grimpé en flèche pour atteindre 4,2 mm par an. Parallèlement, l'absorption du dioxyde de carbone atmosphérique excédentaire a rendu les océans 17 % plus acides en 2025 qu'en 1985, menaçant ainsi l'équilibre même des réseaux trophiques marins.

L'Europe, épicentre des phénomènes météorologiques extrêmes

Le réchauffement climatique entraîne des vagues de chaleur et des tempêtes marines de plus en plus intenses et destructrices. En 2024, la Méditerranée et la mer Noire ont connu des vagues de chaleur marines d'une ampleur sans précédent. Certains de ces épisodes ont duré plus de 30 jours, enregistrant des anomalies de température supérieures de 4,6 °C aux valeurs moyennes.

L'intensité des vagues de chaleur marines a doublé au cours de la dernière décennie, et la superficie touchée en Méditerranée a presque quintuplé. L'analyse des données combinées a permis aux chercheurs de découvrir que ces vagues de chaleur ne se limitent pas à la surface, mais pénètrent jusqu'à 40 mètres de profondeur, révélant une chaleur latente qui menace silencieusement les écosystèmes.

Parallèlement, l'Atlantique Nord et la mer Cantabrique ont connu d'intenses vagues de chaleur dans le golfe de Gascogne durant l'été 2026, impactant l'écosystème marin suite à une forte augmentation des populations d'anchois. Dans le nord de l'Adriatique, des tempêtes extrêmes telles que la tempête Boris ont provoqué d'importants apports d'eau douce à l'automne 2024, réduisant drastiquement la salinité de surface de 35 à moins de 15 g/kg. De même, en novembre 2024, une tempête extrême a entraîné une chute du niveau de la mer de 153 cm dans le golfe de Botnie (mer Baltique), paralysant le trafic maritime pendant 18 heures.

En Espagne, l'impact des tempêtes amplifiées par le réchauffement des mers s'est fait particulièrement sentir en février 2024 avec l'arrivée de la tempête Louis. Ce système a généré des vagues de plus de huit mètres, causé un décès et de graves coupures de courant, entraînant la suspension des opérations dans les ports de Langosteira et de Tarragone.



Les pôles et les États insulaires

Dans l'Arctique, la température de surface de la mer a augmenté de 4,2 °C au cours des 40 dernières années, tandis que la banquise diminue de 4 % par décennie. Cette fonte expose les côtes polaires, rendant 60 % des infrastructures côtières arctiques vulnérables à l'érosion. En mer de Barents, le processus d'« atlantisation » a connu une interruption temporaire du dessalement entre 2016 et 2022 en raison de l'afflux de glace et d'eau douce.

À l'autre pôle, l'Antarctique a enregistré un niveau record de banquise en 2022, coïncidant avec un échec de reproduction massif et sans précédent dans les colonies de manchots empereurs, un avertissement alarmant sur la façon dont la perte d'habitat détruit la faune dépendante de la glace.

Plus près de l'équateur, les petits États insulaires en développement (PEID) sont confrontés à une vulnérabilité existentielle. Depuis 1999, 65 % de leurs zones économiques exclusives sont directement exposées à l'accélération de la montée du niveau de la mer. Près de 28 % de leurs eaux abritent des récifs

coralliens menacés ou en danger critique d'extinction – des écosystèmes vitaux qui atténuent l'impact des vagues et soutiennent des économies entières. La disparition de ces coraux multiplie les risques d'inondations côtières et d'instabilité alimentaire et économique, car dans certains de ces pays, les récifs représentent plus de 20 % du PIB.

Des données à l'action climatique

Malgré la gravité du constat, le rapport souligne le rôle crucial de la science dans l'adaptation. Pierre Bahurel, directeur général de Mercator Ocean International, insiste sur le fait que « l'océan se transforme sous nos yeux », rendant indispensable la conversion des données spatiales en « renseignements océaniques » permettant aux gouvernements d'anticiper les catastrophes. De son côté, le commissaire européen à la Défense et à l'Espace, Andrius Kubilius, a mis en avant le rôle stratégique du programme Copernicus et d'initiatives telles qu'OceanEye pour renforcer la résilience et soutenir le futur *règlement* européen sur les océans.

Journaliste et photographe. Coordinatrice de « Climática », « La Uni Climática » et du magazine. 360 parties par million (ppm) de CO2 à la naissance. Auteure du livre photo « CALIMA » (Editorial Fuerte Letra).

Traduit par l'IA.



Des nouvelles du CAPMO

Mercredi 14 octobre à 17 h à la Korrigane

Soirée de solidarité avec Cuba, projection d'un documentaire

Soirée mensuelle du CAPMO, jeudi 15 octobre à 18 h 30

Développement passé et futur de logement communautaire à Québec

Présentation de Paul-Yvon Blanchette et de André Fortin

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Vendredi 16 octobre 2026 à 17 h

Nuit des sans-abris à Québec

Carré Lépine, devant le YMCA

Samedi 17 octobre 2026 à 13 h

Marche pour la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Rassemblement : Assemblée nationale à Québec

Assemblée délibérative du Collectif TRAAQ

Mardi, 27 octobre 2026 de 13 h à 16 h

Patro Laval, salle 2

Journées québécoises de solidarité internationale

Jeudi 19 novembre à 18 h 30, Bibliothèque Monique Corriveau

Théâtre Forum sur la traite humaine